

> GESTION DES RISQUES <



# SENSIBILITÉ À L'ÉROSION CÔTIÈRE DU LITTORAL DE NOUVELLE-AQUITAINE



SYNTHESE  
MAI 2022

GIP LITTORAL  
2030



Les membres du GIP Littoral et les partenaires de l'Observatoire de la Côte de Nouvelle-Aquitaine ont souhaité l'extension du diagnostic régional de l'érosion côtière à l'échelle de la région Nouvelle-Aquitaine, en intégrant le littoral de la Charente-Maritime.

La caractérisation de l'aléa d'érosion côtière à l'horizon 2050 en Charente-Maritime, premier volet du projet, a été réalisée par l'OCNA en 2021. Le GIP Littoral, qui a animé l'ensemble du projet, a réalisé le second volet de caractérisation de la sensibilité (croisement de l'aléa avec les enjeux menacés) du littoral de la Charente-Maritime à l'érosion côtière, ainsi que l'agrégation des données à l'échelle de la Nouvelle-Aquitaine.

## Résultats synthétiques à l'échelle de la Charente-Maritime

La caractérisation de l'aléa d'érosion côtière en Charente-Maritime indique que les environnements côtiers sont très diversifiés (le trait de côte est ainsi associé à 10 grands environnements différents). Ce diagnostic indique également que **55% du linéaire côtier de la Charente-Maritime est artificialisé par des ouvrages longitudinaux, dont une majorité (32% du linéaire) assure un rôle de protection contre la submersion marine** avec une gestion structurée, ce qui a amené à les considérer comme pérennes à l'horizon 2050. Le diagnostic montre enfin des taux de recul chronique généralement plus faibles en Charente-Maritime qu'en ex-Aquitaine, ce qui entraîne **un aléa d'érosion côtière relativement faible dans le département**.

Par ailleurs, on constate globalement une **prédominance de l'aléa de submersion marine en Charente-Maritime, ainsi que la présence d'interactions entre les aléas d'érosion côtière et de submersion marine**. En effet, en dehors du linéaire où des ouvrages de protection contre la submersion marine sont considérés pérennes, les secteurs du littoral de la Charente-Maritime où l'aléa submersion a été qualifié de prépondérant sur l'érosion (connexions marines) représentent 8% du linéaire côtier. Les secteurs concernés par une exposition accrue au phénomène de submersion marine en lien avec le recul du trait de côte à l'échéance 2050 correspondent à 13,3% du linéaire. Enfin, le linéaire soumis à l'aléa recul du trait de côte uniquement s'étend sur 46,3% du linéaire côtier.

La caractérisation de l'aléa de submersion marine n'était pas l'objet de ce projet consacré spécifiquement à l'érosion côtière, et la submersion marine est gérée dans le cadre d'autres dispositifs existants (PPRL, PAPI). Cette étude donne toutefois l'information qu'**un linéaire de littoral non négligeable du département de la Charente-Maritime pourra être concerné par une exposition nouvelle ou accrue au phénomène de submersion marine, en lien avec le recul du trait de côte, d'ici 2050**. Le sujet des interactions entre les deux aléas sera donc à étudier avec attention à l'avenir, notamment dans le cadre de l'élaboration future de stratégies locales de gestion de la bande côtière en Charente-Maritime.

### Sensibilité socio-économique et environnementale-patrimoniale

En Charente-Maritime, une grande **majorité du linéaire côtier est concerné par un aléa d'érosion côtière faible ou nul** (345 km sur un total de 419 km). De fait, **la sensibilité socio-économique est globalement faible** à l'échelle départementale. Les espaces où le risque est important sont limités, ils sont concentrés par exemple sur les secteurs à falaises de l'agglomération royannaise, quelques secteurs urbains de l'Île d'Oléron et de l'Île de Ré, certains secteurs de Fouras et de Bourcefranc-le-Chapus. Les secteurs présentant des aléas d'intensité forte concernent quant-à-eux des enjeux de classe socio-économique faible (espaces naturels), comme la côte sauvage de La Tremblade, la pointe Sud-Ouest de l'Île d'Oléron, ou la plage des Saumonnards.

Une grande partie du territoire détient des enjeux de classe environnementale-patrimoniale moyenne menacés par l'érosion côtière. Ainsi, **la sensibilité environnementale-patrimoniale du littoral de la Charente-Maritime est globalement moyenne**, quel que soit le niveau d'aléa. La sensibilité environnementale-patrimoniale est plus particulièrement pointée sur les côtes de Dolus-d'Oléron, de Moëze et d'Yves par exemple, possédant des réserves naturelles nationales.

## Nombre d'enjeux, durée de vie et valeurs économiques menacées

Dans le cas du scénario de référence considérant les ouvrages non pérennes comme inexistantes, avec survenance d'évènements majeurs, les résultats indiquent un **nombre relativement limité de bâtiments menacés à l'échelle de l'ensemble du littoral de la Charente-Maritime à l'horizon 2050**. Ainsi, **211 bâtiments** sont susceptibles de disparaître, abritant **195 logements** et **127 locaux d'activités** (322 locaux). La **valeur vénale totale (incluant la valeur immobilière et les fonds de commerces) des locaux menacés est estimée à 148,7 M€**, dont 90,8 M€ correspondent aux activités et 57,9 M€ aux logements. À cela s'ajouterait la perte de 37 infrastructures diverses, 18 campings seraient affectés, ainsi que 21 km de routes ou de pistes cyclables, ce dernier élément représentant une estimation de 20,5 M€ de coûts de reconstruction/remplacement.

Dans le cas du scénario considérant le maintien des ouvrages non pérennes à l'horizon 2050, sans qu'il ne survienne d'évènement majeur, le nombre d'enjeux menacés par l'érosion serait drastiquement réduit, à seulement 38 bâtiments abritant **38 logements, 12 locaux d'activité, correspondant à une valeur totale estimée à 31,6 M€**, dont 18,9 M€ pour les activités et 12,7 M€ pour les logements. Un nombre de 20 infrastructures seraient menacées dans ce scénario, ainsi que 11 campings, et un linéaire de routes et de pistes cyclables de moins de 5 km, dont le coût de remplacement est estimé à 4,4 M€.

Ce diagnostic met en avant :

- Un **rôle prépondérant de la possible survenance d'évènements majeurs au sein de la bande d'aléa, qui entraîne une courte durée de vie prévisionnelle de la grande majorité des locaux menacés**, du fait de leur forte proximité au trait de côte en Charente-Maritime, en particulier sur les côtes rocheuses de l'agglomération royannaise. En effet, l'absence de prise en compte d'un évènement majeur de recul du trait de côte entraîne une diminution de la valeur totale estimée des biens menacés d'un facteur 2,5 à 3 entre les différents scénarios.

- L'importante fixation du trait de côte de la Charente-Maritime par des ouvrages de gestion des submersions marines, qui implique que dans tous les scénarios étudiés, **1/3 du linéaire côtier est considéré comme fixé par des ouvrages pérennes**. Sur le reste du linéaire départemental, la moitié des enjeux menacés se situe dans des espaces protégés par des ouvrages non pérennes, et l'autre moitié dans des espaces dépourvus de tout ouvrage. Les ouvrages non pérennes jouent donc également un rôle important. En effet, lorsqu'ils sont considérés fonctionnels sur l'ensemble du territoire de la Charente-Maritime, on enregistre une diminution de l'estimation totale de la valeur des biens et des activités menacés de 35 à 55% entre les différents scénarios.

- Une **prépondérance de la valeur totale des activités économiques menacées par rapport à celle des logements**. En effet, les activités économiques représentent 40% des locaux recensés menacés par l'érosion dans le scénario de référence, mais leur valeur estimée (incluant les fonds de commerces) représente plus de 60% de la valeur totale des biens menacés du département.

- Un nombre d'infrastructures menacées assez stable quel que soit le scénario, ce qui signifie qu'elles se situent principalement dans des secteurs dépourvus d'ouvrages non pérennes et qu'elles seront exposées quelles que soient les choix de gestion retenus sur ces derniers.

- Deux territoires ressortent comme **les plus menacés par l'érosion côtière en Charente-Maritime, il s'agit du littoral de l'agglomération de Royan et de celui de l'Île d'Oléron**, qui concentrent à eux deux entre 80% et 95% de la valeur totale des enjeux menacés selon les scénarios. Ce résultat justifie le fait que ces deux EPCI soient les premiers à s'être lancés dans l'élaboration de stratégies locales de gestion de la bande côtière en Charente-Maritime.



## Résultats synthétiques à l'échelle de la Nouvelle-Aquitaine

### Sensibilité socio-économique et environnementale-patrimoniale

Concernant les résultats actualisés à l'échelle de la Nouvelle-Aquitaine, la classe d'aléa d'intensité faible est désormais prépondérante à l'échelle régionale, ce qui est principalement dû à l'influence du littoral du département de la Charente-Maritime. La classe d'aléa fort est quant à elle prépondérante en Gironde et dans les Pyrénées-Atlantiques, tandis que la classe d'aléa moyen est prépondérante dans les Landes.

En parallèle, la plus grande part d'enjeux socio-économiques de classe moyenne ou forte est observée en Charente-Maritime et dans les Pyrénées-Atlantiques, c'est-à-dire sur les côtes rocheuses. À l'échelle régionale, les secteurs combinant à la fois une classe d'enjeux forts et un aléa fort restent relativement limités, les secteurs à sensibilité socio-économique forte sont discontinus et localisés à de petites fenêtres du littoral, excepté sur la côte basque où ils sont plus importants.

De façon prépondérante et en lien avec la présence importante des zonages environnementaux règlementaires, mais aussi en lien avec la présence de grands ensembles naturels en Nouvelle-Aquitaine, les enjeux environnementaux-patrimoniaux de classe moyenne ressortent sur l'ensemble du territoire régional, le bilan régional de la sensibilité environnementale-patrimoniale est donc assez homogène.

### Nombre d'enjeux, durée de vie et valeurs économiques menacées

Dans le cas du scénario de référence considérant les ouvrages non pérennes comme inexistant, avec survenance d'événements majeurs, il y a 6745 locaux menacés par l'érosion côtière en Nouvelle-Aquitaine à l'horizon 2050, dont 6022 logements et 723 activités. La valeur vénale totale des biens bâtis et des fonds de commerces menacés est très élevée à l'échelle du littoral de la Nouvelle-Aquitaine : elle est estimée à 2,6 milliards d'euros dont 1,5 milliard d'euros à la valeur estimée des logements et 1,1 milliard d'euros correspondent à la valeur estimée des activités économiques.

Ce décompte global rappelle l'importance du risque d'érosion côtière sur le littoral de la Nouvelle-Aquitaine, et souligne la pertinence de la mobilisation des collectivités et de l'État sur le sujet, avec la publication de la stratégie régionale, et avec la mise en œuvre de nombreuses stratégies locales de gestion de la bande côtière depuis 2012.

On constate toutefois des différences importantes entre départements. En effet, avec 322 locaux recensés en Charente-Maritime, 1519 locaux en Gironde, 1767 dans les Landes et 3137 en Pyrénées-Atlantiques, la Charente-Maritime est significativement moins menacée par l'érosion côtière (5% des locaux et 6% des valeurs vénales régionales), tandis que le littoral des Pyrénées-Atlantiques est le plus menacé (47% des locaux et 57% des valeurs vénales régionales). Et ce, alors que le littoral des Pyrénées-Atlantiques correspond à seulement 6% du linéaire côtier total de la région Nouvelle-Aquitaine, tandis que celui de la Charente-Maritime correspond à 60% du linéaire côtier régional. En Gironde et dans les Landes, les biens bâtis et les activités menacés par l'érosion côtière représentent respectivement 15% et 22% de la valeur totale estimée à l'échelle régionale.

Dans le cas des scénarios considérant l'absence de survenance d'événements majeurs, on constate que le nombre total de locaux menacés par l'érosion côtière est significativement réduit pour le littoral de la Charente-Maritime, et dans une moindre mesure pour les Pyrénées-Atlantiques, tandis que ce nombre est moins sensible à ce paramètre dans les départements de la Gironde et des Landes. Cela démontre un plus fort impact relatif des événements majeurs sur les côtes rocheuses que sur les côtes sableuses à l'échelle régionale, ce qui a pour conséquence que les locaux recensés sur le littoral de la Charente-Maritime et des Pyrénées-Atlantiques ont une durée de vie prévisionnelle comparativement plus courte que ceux présents sur le littoral de la Gironde et des Landes.

Dans le cas du scénario considérant le [maintien des ouvrages non pérennes à l'horizon 2050](#), avec survenance d'évènements majeurs, le [nombre total de locaux menacés](#) est de 755 (dont 664 logements et 91 activités) ce qui correspond à une réduction de près de 90% du nombre de locaux menacés en comparaison avec le scénario d'effacement de ces ouvrages non pérennes. Sur le plan des valeurs d'enjeux menacés, le maintien des ouvrages non pérennes entraîne une réduction des valeurs vénales totales d'un facteur 8 à 12 à l'échelle régionale.

Ces résultats mettent en avant le rôle important joué par les ouvrages de protection non pérennes en Nouvelle-Aquitaine, comme l'avait déjà fait l'étude de 2018. Ils indiquent que, sans même évoquer la construction de nouveaux ouvrages à l'échelle régionale, le maintien et le confortement des ouvrages existants permettrait de mettre en sécurité environ 90% des enjeux d'habitation et d'activités économiques exposés à l'érosion côtière sur le littoral de Nouvelle-Aquitaine à l'horizon 2050.

La réduction du nombre de locaux menacés et de leur valeur est logiquement plus faible pour le littoral de la Charente-Maritime, seulement de l'ordre de 50%, puisque 1/3 de son linéaire côtier a été considéré fixé par des ouvrages pérennes à l'horizon 2050. Cependant, la présence de nombreux ouvrages dans ce département ne doit pas masquer le fait qu'une partie des locaux menacés ne sont aujourd'hui protégés par aucun ouvrage de protection.

À l'échelle de la Nouvelle-Aquitaine, la [valeur des biens bâtis et des activités menacés qui ne sont protégées par aucun ouvrage](#), dans le cas du scénario considérant le maintien des ouvrages non pérennes à l'horizon 2050, avec survenance d'évènements majeurs, est de 334,8 M€. Il est à noter que 24% de cette valeur (78,9 M€) concernent des biens situés en Charente-Maritime.

Le repli stratégique pourrait donc concerner en priorité ces enjeux non situés derrière des ouvrages existants, soit environ 10% des enjeux dénombrés dans le scénario le plus pessimiste. Leur valeur élevée doit être relativisée par l'horizon temporel sur lequel se répartit le risque. En effet, en la rapportant à la période de 28 ans étudiée, la valeur des biens bâtis et des activités pour l'ensemble du littoral de Nouvelle-Aquitaine représente une perte potentielle de 12 M€ par an en moyenne. Cet ordre de grandeur est révélateur du coût que pourrait représenter l'acquisition des biens menacés dans le cadre d'un potentiel repli stratégique dans les secteurs non protégés par des ouvrages, en considérant les valeurs actuelles du marché de l'immobilier, sans décote.

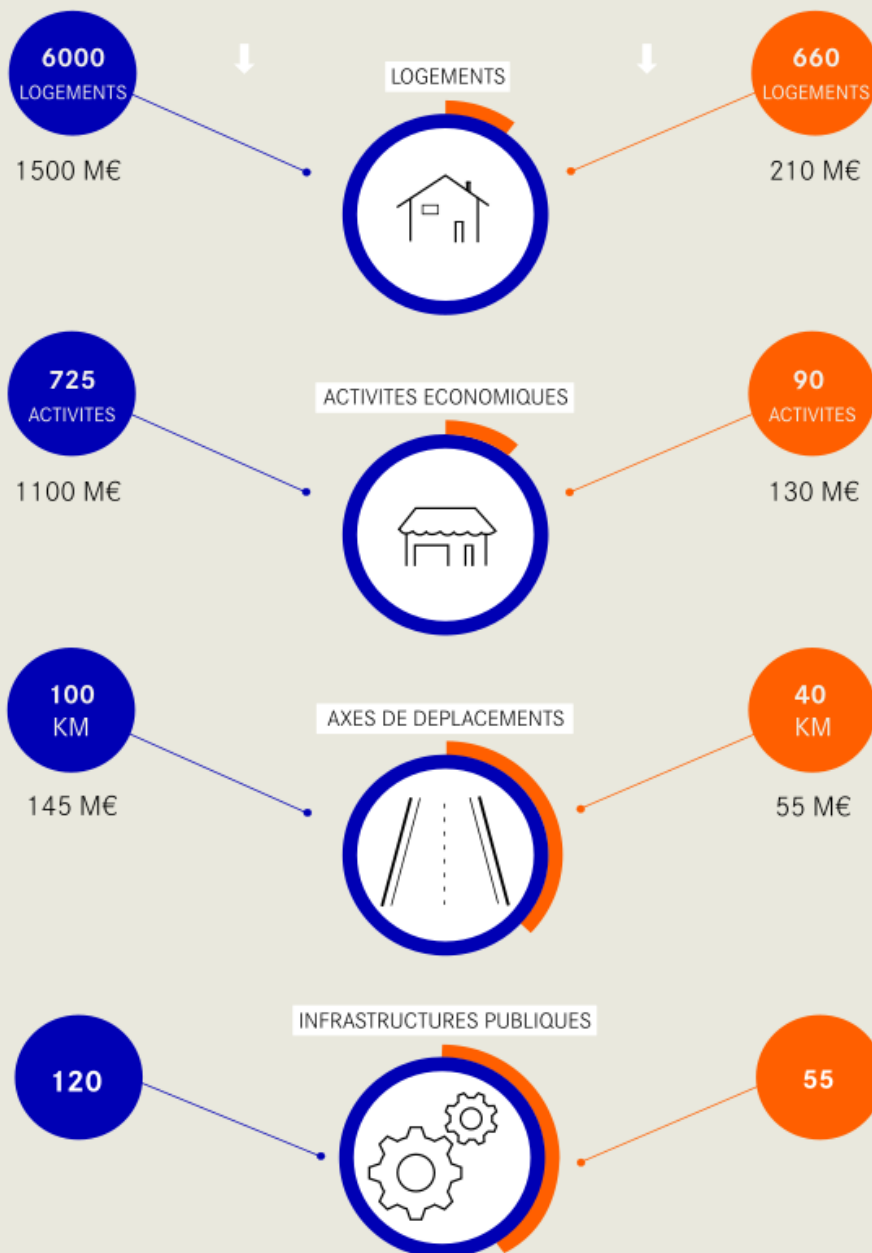
Concernant le [recensement des infrastructures menacées par l'érosion côtière](#), 122 enjeux sont dénombrés dans le scénario de référence à l'échelle de la région Nouvelle-Aquitaine, dont plus des 2/3 sont situées sur le littoral des Pyrénées-Atlantiques et de la Charente-Maritime. Le littoral de la région Nouvelle-Aquitaine compte également 99 km de linéaire d'axes de déplacement menacés par l'érosion côtière à l'horizon 2050 dans le scénario de référence, pour une valeur de remplacement de l'ordre de 144 M€. Les départements de la Gironde et des Pyrénées-Atlantiques contribuent le plus à ce résultat. Il apparaît également que les axes de déplacements sont, proportionnellement aux logements et aux activités économiques, davantage situés dans des espaces du littoral n'étant protégés par aucun ouvrage de protection. Dans tous les cas, il s'agira de pertes potentielles et de coûts de gestion qui devront être assumés par les acteurs publics.

Ces résultats sont présentés de façon synthétique à l'aide des deux infographies suivantes :

# ENJEUX MENACÉS PAR L'ÉROSION CÔTIÈRE À L'HORIZON 2050 EN NOUVELLE-AQUITAINE

NOMBRE ET VALEUR ESTIMÉE DES ENJEUX MENACÉS  
**SANS** PRISE EN COMPTE DES OUVRAGES  
DE PROTECTION NON PÉRENNES

NOMBRE ET VALEUR ESTIMÉE DES ENJEUX MENACÉS  
**AVEC** PRISE EN COMPTE DES OUVRAGES  
DE PROTECTION NON PÉRENNES

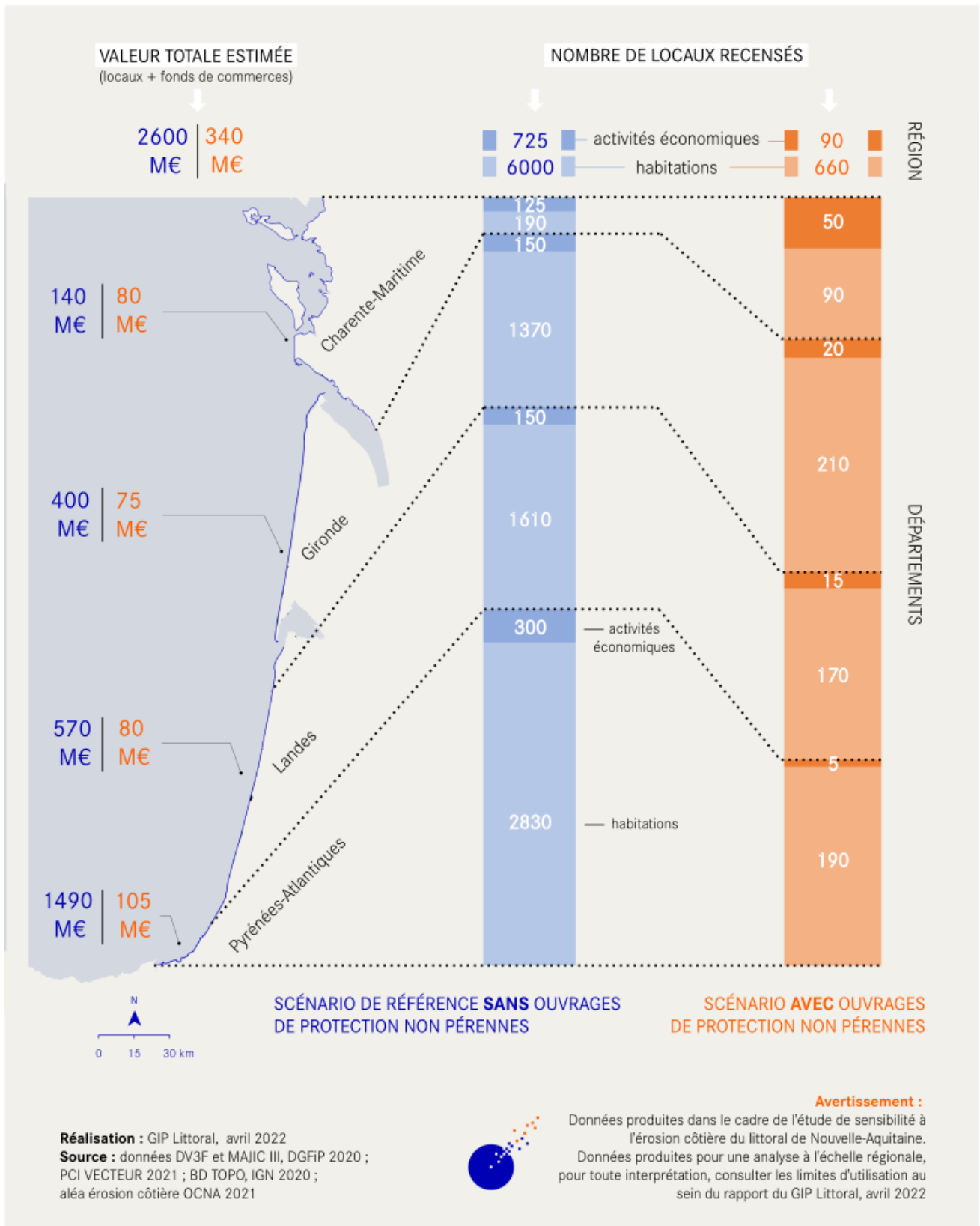


**Réalisation :** GIP Littoral, avril 2022  
**Source :** données DV3F et MAJIC III, DGFIP 2020 ; PCI VECTEUR 2021 ; BD TOPO, IGN 2020 ; aléa érosion côtière OCNA 2021

**Avertissement :**  
Données produites dans le cadre de l'étude de sensibilité à l'érosion côtière du littoral de Nouvelle-Aquitaine. Données produites pour une analyse à l'échelle régionale, pour toute interprétation, consulter les limites d'utilisation au sein du rapport du GIP Littoral, avril 2022

Infographie de synthèse des enjeux menacés par l'érosion côtière en Nouvelle-Aquitaine

# NOMBRE ET VALEUR ESTIMÉE DES LOCAUX MENACÉS PAR L'ÉROSION CÔTIÈRE À L'HORIZON 2050 EN NOUVELLE-AQUITAINE



Infographie de synthèse du nombre et de la valeur des locaux menacés par l'érosion côtière en Nouvelle-Aquitaine

## Conclusion et perspectives

Dans le cadre des stratégies locales de gestion de la bande côtière en cours de mise en œuvre, les collectivités locales étudient l'ensemble des modes de gestion possibles, en évoquant notamment les arbitrages à réaliser entre les secteurs nécessitant une poursuite de la lutte active dure et/ou souple, a minima transitoire, et ceux pouvant faire l'objet d'autres modes de gestion, comme le repli stratégique. Sur tous ces territoires, les choix réalisés résultent de compromis entre la faisabilité immédiate de mise en œuvre des actions, notamment en situation de risque à court terme, et entre la nécessaire réflexion sur les projets de territoire à mettre en œuvre à moyen et long terme.

Cette étude donne une première évaluation à l'échelle de la région Nouvelle-Aquitaine du volume d'enjeux menacés par le risque d'érosion côtière et du coût potentiel de la mise place du repli stratégique selon différents scénarios. Les résultats de cette étude présentant de nombreuses incertitudes, ils sont à prendre avec précaution. Cette étude souligne toutefois que devant les enjeux en présence, à la fois privés, mais également économiques et de services publics, le « laisser faire » ou l'inaction est inconcevable, et que dans l'ensemble des scénarios, de lutte active comme de repli stratégique, les besoins financiers seront très importants, mais certainement pas démesurés au vu de l'échelle régionale et de l'horizon temporel considéré.



# GIP LITTORAL

## 2030



### MEMBRES DU GIP

Services de l'Etat en région, conseil régional Nouvelle-Aquitaine, conseil départemental de la Charente-Maritime, conseil départemental de la Gironde, conseil départemental des Landes, conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques, communauté d'agglomération de La Rochelle, communauté d'agglomération Rochefort Océan, communauté d'agglomération Royan Atlantique, communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord, communauté d'agglomération Bassin d'Arcachon Sud, communauté d'agglomération Pays Basque, communauté de communes de l'île de Ré, communauté de communes de l'île d'Oléron, communauté de communes Bassin de Marennes, communauté de communes Médoc Atlantique, communauté de communes de la Médullienne, communauté de communes des Grands Lacs, communauté de communes de Mimizan, communauté de communes Côte Landes Nature, communauté de communes Maremne Adour Côte Sud, communauté de communes du Seignanx

### GIP LITTORAL

11, avenue Pierre Mendès-France 33700 MÉRIGNAC

T. + 33 (0)5 56 13 26 28

[contact@giplittoral.fr](mailto:contact@giplittoral.fr)

[www.giplittoral.fr](http://www.giplittoral.fr)

